16-12-1986

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et par le Ministre des Finances, le 8 décembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant instauration d'un régime d'épargne du troisième âge", a donné le 11 décembre 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 december 1986 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en door de Minister van Financiën verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot invoering van een stelsel van derdeleeftijdssparen", heeft op 11 december 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

L'avis est demandé dans le délai d'urgence prévu par l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Dans ce bref délai, il n'a pas été possible au Conseil d'Etat, section de législation, de formuler toutes les observations de forme que la rédaction du projet justifie. Une note contenant certaines remarques de forme est annexée au présent avis.

Le projet contient quelques définitions des expressions utilisées dans un sens très spécifique. Ces définitions valent pour un seul article du Code des impôts sur les revenus. Cette restriction risque d'entraîner la confusion si les termes définis pour l'application d'un article pouvaient être utilisés dans d'autres articles avec une acception différente.

Il est, dès lors, conseillé qu'à l'avenir les définitions figurent en tête du Code et qu'elles valent pour l'ensemble de celui-ci.

*

Le fondement légal de l'arrêté royal en projet est l'article 52 de la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales, qui permet au Roi d'instaurer "un régime d'épargne-pension tendant à la constitution de pensions complémentaires et à la promotion du capital à risque". Ce pouvoir accordé au Roi expire le 31 mars 1987, les arrêtés royaux devant être confirmés par la loi avant le 31 décembre 1987.

.../...

Le premier objectif est rencontré dans la mesure où les bénéficiaires du régime d'épargne-pension auront le choix entre une pension complémentaire (globalisée pour l'impôt des personnes physiques et donc taxée au taux marginal) ou l'allocation d'un capital (taxé forfaitairement à 16,5 pour cent).

Le second objectif est rencontré dans la mesure où les versements d'épargne doivent être affectés à concurrence de 30 pour cent au moins à l'achat d'actions ou de parts de sociétés belges.

*

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Le régime que le Roi est autorisé à instituer a été qualifié par l'article 52 de la loi précitée du 4 août 1986 d'"épargne-pension". Cette dénomination légale doit être respectée dans l'arrêté d'exécution. L'intitulé doit donc être rédigé comme suit :

"Arrêté royal instaurant un régime d'épargne-pension".

Dispositif.

Article 2.

L'article 19 du Code des impôts sur les revenus énumère une série de revenus mobiliers qui sont exemptés

.../...

d'impôt, par le biais d'une fiction qui ne leur reconnaît pas la qualité de revenus mobiliers.

Le projet ajoute aux diverses catégories prévues les intérêts, dividendes, lots et autres revenus mobiliers, produits par les fonds d'épargne-pension.

Cette exemption ne peut être, aux termes de l'article 112, alinéa 2, de la Constitution, accordée que par le législateur.

Si le Roi a, jusqu'au 31 mars 1987, le pouvoir de fixer les conditions et modalités de l'exemption propre au régime d'épargne-pension, il ne peut se réserver le pouvoir de donner, après cette date, une portée plus ou moins grande à cette exemption. Les dispositions réglementaires doivent être limitées à des mesures de contrôle.

Il y a, dès lors, lieu de supprimer en tête de l'article 19, 10°, en projet, les mots : "aux conditions et suivant les modalités à déterminer par le Roi et".

S'il convient d'attribuer au Roi le pouvoir d'imposer des mesures de contrôle, cette attribution pourrait faire l'objet d'un alinéa séparé.

Article 3.

Le 1° de l'article 32bis, alinéa 1er, du Code des impôts sur les revenus, en projet, reprend le texte actuel.

.../...

Au 2°, a, il faut comprendre que le montant qui sera taxé dans le chef des pensionnés correspondra à leurs versements, auxquels s'ajouteront les intérêts composés calculés forfaitairement au taux de 6,25 pour cent l'an, quelle que soit la rentabilité réelle des sommes investies. Le boni ou le mali du produit réel des sommes versées par rapport à cet intérêt forfaitaire n'aura pas d'influence sur la taxation au moment de la prise de la pension.

Le taux forfaitaire de 6,25 pour cent a donc une influence considérable sur le montant qui servira d'assiette au calcul de l'impôt.

Le Roi ne peut recevoir le pouvoir de modifier ce taux car cela lui permettrait de modifier la base de l'impôt ce qui, aux termes de l'article 110, § 1er, de la Constitution ne peut être fait que par une loi.

La référence au taux de capitalisation applicable en matière d'assurance sur la vie ne lèverait cet obstacle que si ce taux était lui-même fixé soit par le législateur soit en fonction d'éléments objectifs échappant au pouvoir d'appréciation du Roi.

*

A la fin de l'alinéa ajouté à l'article 32bis du Code des impôts sur les revenus par l'article 3, 3°, du projet, il serait utile de préciser : "... et pour lesquels l'immunité des versements prévue à l'article 72, § 2, n'est pas obtenue".

.../...

Article 4.

Quant au 1° :

En reproduisant le début de l'article 71, § 1er, 8°, du Code des impôts sur les revenus, le projet omet de préciser que les parts de sociétés doivent être : "représentatives de droits sociaux".

La finalité du projet vise l'encouragement de l'investissement dans le capital à risque, il ne suffit pas que les parts soient représentatives de droits sociaux pour satisfaire à ce critère.

Ce qui est important, c'est que les parts représentent une fraction du capital, à l'inverse de certaines autres formes d'action comme par exemple les parts de fondateurs ou les actions de jouissance qui donnent droit à une part des bénéfices mais aucun droit sur le capital en cas de partage.

Il est dès lors proposé d'écrire : "... d'actions ou parts, représentatives d'une fraction du capital, émises par une société ...".

Quant au 2° :

Le texte prévoit que la déduction est limitée à 20.000 F par "conjoint". Pris à la lettre, ce texte écarte les personnes non mariées. Telle n'est pas l'intention.

.../...

Toutefois, il convient de faire apparaître que chaque conjoint a droit à la déduction des 20.000 F, même si le fisc n'entend pas reconnaître à chaque conjoint la qualité d'être un contribuable séparé.

Le texte suivant est proposé :

"La déduction prévue au paragraphe 1er, 8°, est limitée à 20.000 F par période imposable. Chaque conjoint qui réunit personnellement les conditions énoncées à ce paragraphe 1er, 8°, peut en bénéficier".

Article 5.

A l'article 72, § 1er, 1° et 2°, en projet, le mot "tenues" peut être supprimé sans inconvénient.

Au même article, paragraphe 1er, 2°, le terme "disponibilités" ne donne pas une idée exacte de la situation car le contribuable ne peut disposer de son épargne qu'à l'échéance du contrat.

Il est proposé de remplacer les mots : "les disponibilités en compte entretenues par un contribuable" par les mots "les sommes conservées en compte par un contribuable". Dans la suite du texte, le mot "disponibilités" doit être remplacé par "sommes".

Au même article, paragraphe 1er, 3°, on pourrait éviter, dans la deuxième phrase, la répétition d'une lourde référence en écrivant : "Cette entreprise ne peut, pour chacun de ces contribuables,conclure ...".

.../...

Dans le même article 72, § 1er, alinéa 3, en projet, il n'est pas nécessaire de citer "les agents de change visés au livre Ier, titre V, chapitre 1er, du Code de commerce". Il suffit de dire : "les agents de change établis en Belgique".

Dans le même article, paragraphe 1er, alinéa 4, les mots "visée au paragraphe 3, alinéa 1er, 1°, a" sont surabondants.

Le texte suivant est proposé pour l'article 72, § 2, alinéa 2, en projet :

"Le montant de ces versements est limité à 20.000 F par période imposable et par contribuable, sans égard à ses revenus imposables. Chaque conjoint qui réunit les conditions prévues peut bénéficier de la déduction pour autant qu'il soit personnellement titulaire d'un compte-épargne ou d'une assurance-épargne".

Dans le même article 72, § 2, alinéa 3, il est prévu que le Roi pourra majorer le montant des versements immunisés jusqu'à un maximum de 40.000 F. Aucune ligne directrice ne Lui est imposée. L'attribution d'un tel pouvoir, qui permettrait au Roi d'accroître l'exemption fiscale même après l'expiration du délai fixé par la loi du 4 août 1986, est en contradiction avec l'article 112, alinéa 2, de la Constitution. En outre, la majoration décidée par un arrêté royal ordinaire ne serait pas soumise à la confirmation législative.

.../...

Subsidiairement, on observe que, selon le projet, la majoration des versements immunisés, qui serait mise en vigueur par arrêté royal, ne serait pas applicable aux personnes qui peuvent prétendre à une pension à charge de l'Etat, des provinces, ... des communes, ... etc.

Les agents des Communautés et des Régions ne seraient donc pas concernés par cette exclusion d'une partie des avantages fiscaux et bénéficieraient d'une situation privilégiée injustifiée.

Dans le même article 72, § 3, alinéa ler, 2°, du Code des impôts sur les revenus, le texte prévoit que la déduction des versements n'est accordée qu'à la condition que les avantages soient stipulés :

a. en cas de vie, au profit du contribuable lui-même;

(et)

b. en cas de décès, au profit du conjoint ou des parents jusqu'au deuxième degré du contribuable.

Bien que le texte ne le montre pas clairement, ces deux conditions sont, selon le fonctionnaire délégué, cumulatives.

On peut se demander si l'enfant unique, qui n'a plus ses parents, pourrait se constituer une pension complémentaire par le système du compte-épargne, bien qu'il n'ait pas un parent au deuxième degré. Cette exclusion serait totalement étrangère au but poursuivi par le législateur. Une solution devrait être trouvée.

.../...

Dans le même article 72, § 3, alinéa ler, 2°, le fonctionnaire délégué a précisé que les deux conditions devaient être stipulées au moment de la souscription du contrat. Cette précision devrait figurer dans le texte.

L'article 72, § 3, alinéa 3, en projet, pourrait être allégé ainsi qu'il suit :

"Les institutions et entreprises visées au paragraphe ler sont tenues d'informer le Ministre des Finances :

a) de l'ouverture d'un compte-épargne ou de la souscription d'une assurance-épargne;

b) du montant annuel des versements effectués par leur titulaire".

A l'article 72, § 4, en projet, il n'apparaît pas opportun d'utiliser le détour d'un engagement pour imposer aux sociétés de gestion d'un fonds commun de placement le respect de la répartition entre les divers investissements admis. Il est plus simple d'en faire une obligation légale, d'autant que les fonds communs de placement doivent être agréés pour leur activité dans le domaine de l'épargne-pension.

Il est dès lors proposé de supprimer dans la phrase introductive les mots "de prendre et de respecter l'engagement".

Comme il a été proposé précédemment, il convient, au 1° du même paragraphe 4, de citer les "actions ou parts, représentatives d'une fraction du capital" si l'on veut exclure certaines formes d'actions comme, par exemple, les parts de fondateurs ou les actions de jouissance.

Au 2° du même paragraphe 4, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle les obligations éventuellement émises par les Communautés et les Régions ne sont pas retenues.

L'article 72, § 4, alinéa ler, 6°, en projet, prévoit que les actifs pourront être conservés en avoirs en compte en francs belges, à concurrence de 10 pour cent au plus.

L'alinéa 2 du même paragraphe 4 prévoit que ce pourcentage se calcule aux dates d'acquisition des titres en cause.

En vertu du paragraphe 5, ce maximum de 10 pour cent des avoirs en compte s'imposera également à la personne qui préfère gérer elle-même son compte-épargne individuel.

Un problème pourra se poser en cas de remboursement d'emprunts, venus à échéance ou anticipativement lorsque l'emprunteur s'est réservé cette faculté, ou en cas de vente de titres. Il se produira inévitablement une période au cours de laquelle les avoirs en compte pourront dépasser les 10 pour cent imposés. En effet un investissement immédiat n'est pas toujours possible ni dans certains cas, souhaitable. Ce problème serait résolu pour autant que le délai visé au paragraphe 5, alinéa 6, concerne également le remploi des sommes ainsi produites.

L'article 72, § 5, alinéa 5, en projet, qui prévoit le dépôt à découvert des valeurs mobilières représentatives du compte-épargne individuel ne paraît pas en harmonie avec le paragraphe ler, alinéa ler, 2°, du même article, qui prévoit que lesdites valeurs mobilières font l'objet d'inscriptions nominatives.

Dès lors le paragraphe 5, alinéa 5, devrait être soit supprimé soit modifié.

L'article 72, § 5, alinéa 6, en projet, prévoit que l'affectation aux investissements dans les proportions prévues au paragraphe 4 doit s'effectuer dans les trente jours qui suivent le versement ou la mise à la disposition des sommes. Ce dernier mot comprend normalement les intérêts, dividendes, remboursements ou produits de vente.

Le délai de trente jours paraît trop court, spécialement si les intérêts, dividendes ou remboursements sont inscrits au compte de l'intéressé pendant une période de vacances.

Pour le réinvestissement des revenus du compte-épargne individuel, les valeurs mobilières indiquées au paragraphe 4, alinéa ler, 5°, sont exclues. On n'aperçoit pas les raisons de cette exclusion, qui n'est pas imposée aux comptes-épargne collectifs, qui est susceptible d'entraîner des complications. Elle devrait être justifiée dans le rapport au Roi.

Les alinéas 6 et 7 de l'article 72, § 5, en projet, devraient logiquement permuter.

Le texte suivant est proposé pour ces deux alinéas :

"Les revenus du compte-épargne individuel, les remboursements et les produits des ventes de valeurs mobilières doivent, sous déduction des charges, être intégralement réinvestis dans les valeurs et compte prévus au paragraphe 4, alinéa ler, à l'exclusion ... .

.../...

L'affectation visée à l'alinéa ler doit s'effectuer dans les trente jours qui suivent chaque versement. Celle qui est visée à l'alinéa 6 doit s'effectuer dans les ... mois qui suivent la mise à disposition des sommes".

L'article 72, § 7, alinéa ler, en projet, pourrait être rédigé comme suit :

"La déduction des montants versés, prévue au paragraphe 2, est opérée sur les revenus de la période imposable au cours de laquelle ont eu lieu les versements".

A l'article 72, § 8, en projet, l'ordre dans lequel s'opère la déduction par rapport aux différentes catégories de revenus peut avoir une influence sur la cotisation fiscale. Pour éviter que le pouvoir exécutif puisse ainsi influencer le montant de l'impôt, il conviendrait que les modalités suivant lesquelles s'opère la déduction soient fixées par l'arrêté en projet. Il pourrait, par exemple, être prévu soit que la déduction s'opère dans l'ordre le plus favorable au bénéficiaire, soit en proportion des divers revenus.

La finale de l'article 72, § 9, en projet, serait plus clairement rédigée comme suit :

"... partiel quelconque, donnent lieu à taxation, conformément à l'article 32bis".

Article 6.

A l'article 93, § 4, 3°, en projet, il est proposé d'écrire :

"3° que chaque versement demeure investi pendant au moins cinq ans".

Article 7.

L'article 164, alinéa 2, e, en projet, prévoit in fine, que le Roi "fixe annuellement les bases de la perception du précompte mobilier". Depuis que le précompte mobilier est devenu libératoire, il équivaut, dans la plupart des cas, à l'impôt qui est dû. Le Roi ne peut dès lors recevoir le pouvoir de déterminer les bases de l'impôt. Il s'agit là, en vertu de l'article 110 de la Constitution, d'une prérogative réservée au législateur.

Article 8.

A l'article 3, § 2, de la loi du 27 mars 1957, il conviendrait d'ajouter les mots "de ceux-ci".

La finale du paragraphe 2 se lirait désormais comme suit :

"... la constitution et la gestion ou l'administration des fonds communs de placement belges ainsi que la souscription et le remboursement des parts de ceux-ci".

.../...

Article 9.

Le pouvoir accordé au Roi par l'article 52 de la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales ne Lui permet pas d'apporter une dérogation aux articles 1408 et suivants du Code judiciaire, qui déterminent les biens qui ne peuvent être saisis. L'article 9 du projet doit donc être omis.

Article 10 (devenant l'article 9).

Dans la mesure où cet article aurait pour objet de modifier le concept de "revenu imposable à l'impôt des personnes physiques", il porterait atteinte à l'application des lois qui se réfèrent à cette notion. Cette modification de la portée d'une référence ne répond pas à l'habilitation du pouvoir contenu dans l'article 52 de la loi du 4 août 1986.

Toutefois, rien n'interdit de prévoir que les certificats délivrés par l'administration indiquent une certaine décomposition du revenu en faisant état d'une déduction consentie.

Le texte suivant est proposé pour l'article :

"Article 9.-

Dans les cas où l'administration des contributions directes est appelée à délivrer un document certifiant le revenu imposable en vue de l'obtention d'un subside, d'une indemnité, d'une bourse, d'une prime ou d'un quelconque avantage pour des raisons économiques ou sociales, ce document indique séparément le montant du revenu taxable et celui des déductions opérées en vertu de l'article 72, § 2, du Code des impôts sur les revenus".

.../...

Article 11 (devenant l'article 10).

Le paragraphe ler, 2° et 4°, donne aux articles 2 et 6 du projet une portée rétroactive qui paraît sans objet.

Il est proposé d'écrire les deux fois :

"... à partir du jour de la publication du présent arrêté au Moniteur belge".

NOTE CONTENANT DES REMARQUES DE FORME.

Préambule.

Alinéa 2 :

Selon l'usage, il convient d'indiquer, pour chaque article que le projet tend à modifier, les modifications expresses que le texte a déjà subies antérieurement.

L'alinéa 2 devrait, en principe, être rédigé comme suit :

"Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 6, modifié par la loi du 27 décembre 1984, l'article 19, modifié par les lois des 28 décembre 1983, 27 décembre 1984 et 4 août 1986, et, en ce qui concerne le texte néerlandais, par l'arrêté royal du 12 août 1985, l'article 32bis, inséré par la loi du 5 janvier 1976 et modifié par les lois des 5 janvier 1976 et 27 décembre 1984, l'article 71, modifié par les lois des 15 juillet 1966, 18 mai 1972, 12 juillet 1976, 3 novembre 1976, 19 juillet 1979, 8 août 1980, 2 juillet 1981, 28 décembre 1983, 27 décembre 1984, 1er août 1985, 4 août 1986, par l'arrêté royal n° 9 du 18 avril 1967 et par l'arrêté royal du 27 décembre 1976 (*), l'article 93, modifié par les lois des 15 juillet 1966, 25 juin 1973, 5 janvier 1976, 3 novembre 1976, 22 décembre 1977, 4 août 1978, 28 décembre 1983, 27 décembre 1984 et par les arrêtés royaux n° 2 du 15 février 1982 et n° 29 du 30 mars 1982, et l'article 164, modifié par les lois des 15 juillet 1966, 25 juin 1973, 3 novembre 1976 et 19 juillet 1979;".

.../...

(*) On pourrait aussi écrire plus brièvement : "... l'article 71, § 1er, 8°, et § 2, alinéa 4, inséré par la loi du 28 décembre 1983".

Dispositif.

L'usage recommande de rappeler dans la phrase liminaire les modifications expresses que l'article a déjà subies et qui sont encore en vigueur.

Article 2.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 19 du même Code, modifié par l'article 4 de la loi du 28 décembre 1983, par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1984, par l'article 3 de la loi du 4 août 1986, et, en ce qui concerne le texte néerlandais, par l'article 3 de l'arrêté royal du 12 août 1985, est complété comme suit :".

Article 3.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"A l'article 32bis du même Code, inséré par l'article 19 de la loi du 5 janvier 1976 et modifié par l'article 37 de la même loi, et par l'article 3 de la loi du 27 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :".

Dans l'alinéa 1er de l'article 32bis en projet, rien n'empêche d'utiliser à la place de l'énumération en 1°, 2°, a), et 2°, b), l'énumération usuelle 1°, 2°, 3°, qui serait plus claire lorsqu'il faudra y faire référence.

.../...

Par ailleurs, l'alinéa 1er, 2°, en projet, comporte une phrase qui vient interrompre l'énumération. Cette phrase devrait constituer un alinéa distinct placé après l'alinéa 3 du texte actuel.

Le projet remplace dans l'article 32bis, alinéa 2, les mots "Ces revenus" par "Les revenus visés à l'alinéa 1er, 1°".

Par ailleurs, l'article 3 devrait être complété par un 3° rédigé comme suit :

"3° dans l'alinéa 3, les mots "visés à l'alinéa précédent" sont remplacés par les mots "visés à l'alinéa 2".
Le 3° du texte en projet devient donc le 4°.

Article 5.

Pour l'article 72, § 1er, alinéa 2, en projet, mieux vaudrait utiliser l'énumération en 1°, 2°, 3°, 4°, 5°.

Au a), devenant le 1°, l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 doit être cité avec son intilulé complet : "... sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs". La même remarque vaut au d), devenant le 4°, pour la loi du 29 mars 1929 "sur la garantie de bonne fin du crédit à l'outillage artisanal".

Il en va de même au e) devenant le 5°, de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 : "... relatif au contrôle des sociétés de capitalisation".

.../...

Au paragraphe 4, alinéa 2, en projet, mieux vaudrait écrire "alinéa 1er" au lieu de "alinéa précédent".

Article 6.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 6.-

A l'article 93 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 1er, 2°, modifié par l'article 14 de la loi du 3 novembre 1976, par l'article 8 de la loi du 22 décembre 1977, par l'article 3 de l'arrêté royal n° 2 du 15 février 1982, par l'article 8 de l'arrêté royal n° 29 du 30 mars 1982, par l'article 16 de la loi du 28 décembre 1983 et par l'article 17 de la loi du 27 décembre 1984, est complété comme suit :

"i) ... (la suite comme au projet).

2° Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, modifié par l'article 17 de la loi du 27 décembre 1984, les mots ... (la suite comme au projet).

3° ... (comme au projet, en tenant compte de la modification proposée dans l'avis, au 3° du paragraphe 4).

.../...

Article 7.

La phrase liminaire doit être complétée comme suit : "..., modifié par l'article 60 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 26 de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 24 de la loi du 19 juillet 1979, ...".

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

Het advies wordt gevraagd binnen de spoedtermijn die bepaald is in artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Binnen die korte termijn heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, niet alle opmerkingen betreffende de vorm kunnen formuleren waartoe de redactie van het ontwerp aanleiding geeft. Een nota met een aantal vormopmerkingen is als bijlage bij dit advies gevoegd.

Het ontwerp bevat enkele definities van uitdrukkingen die in een zeer specifieke betekenis gebruikt worden. Die definities gelden voor één enkel artikel van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Die beperking dreigt verwarring te doen ontstaan indien de termen, omschreven met het oog op de toepassing van één artikel, in andere artikelen met een verschillende betekenis gebruikt zouden kunnen worden.

Derhalve wordt geadviseerd de definities voortaan aan het begin van het Wetboek te plaatsen, zodat ze voor het gehele Wetboek gelden.

+

Rechtsgrond voor het ontworpen koninklijk besluit is artikel 52 van de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen, dat de Koning machtigt tot "het invoeren (...) van een stelsel van pensioensparen, dat strekt tot het vormen van aanvullende pensioenen en het bevorderen van het risicodragend kapitaal". Die aan de Koning toegekende macht verstrijkt op 31 maart 1987 en de koninklijke besluiten moeten vóór 31 december 1987 door de wet bekrachtigd zijn.

De eerste doelstelling wordt verwezenlijkt in zover de begunstigden van het stelsel van pensioensparen de keuze zullen hebben tussen een aanvullend pensioen (samengevoegd voor de personenbelasting en dus belast tegen de marginale aanslagvoet) of de uitkering van een kapitaal (forfaitair belast tegen 16,5 pct.).

De tweede doelstelling wordt verwezenlijkt in zover de spaarstortingen voor ten minste 30 pct. besteed moeten worden aan de aankoop van aandelen of delen van Belgische vennootschappen.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het stelsel dat de Koning gemachtigd is in te voeren wordt door artikel 52 van de voormelde wet van 4 augustus 1986 "pensioensparen" genoemd. Die wettelijke benaming moet in acht worden genomen in het uitvoeringsbesluit. Het opschrift moet dan ook als volgt geredigeerd worden :

"Koninklijk besluit tot invoering van een stelsel van pensioensparen".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

Artikel 19 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen somt een reeks roerende inkomsten op die van belasting vrijgesteld worden via een fictie waardoor ze niet als roerende inkomsten worden aangemerkt.

.../...

Het ontwerp voegt aan de onderscheiden categorieën die aldaar zijn bepaald, de interesten, dividenden, loten en andere roerende inkomsten toe, die voortkomen van het pensioensparen.

Die vrijstelling kan luidens artikel 112, tweede lid, van de Grondwet alleen door de wetgever verleend worden.

Weliswaar heeft de Koning tot 31 maart 1987 de macht om de voorwaarden en de nadere regels vast te stellen inzake de specifieke vrijstelling voor het stelsel van pensioensparen, maar hij mag zich niet de macht toeëigenen om, na die datum, een ruimere of beperktere inhoud te geven aan die vrijstelling. De verordeningsbepalingen moeten worden beperkt tot controlemaatregelen.

Derhalve schrappe men vooraan in het ontworpen artikel 19, 10°, de woorden "onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die de Koning bepaalt en".

Behoort aan de Koning de bevoegdheid te worden opgedragen om controlemaatregelen uit te vaardigen, dan zou die opdracht in een afzonderlijk lid kunnen worden gegeven.

Artikel 3.

De bepaling onder 1° van het ontworpen artikel 32bis, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen neemt de huidige tekst over.

.../...

De bepaling onder 2°, a, dient zo te worden verstaan dat het bedrag ten belope waarvan de gepensioneerden belast zullen worden, zal overeenstemmen met hun stortingen, vermeerderd met de samengestelde interesten, forfaitair berekend tegen de aanslagvoet van 6,25 pct. per jaar, ongeacht de werkelijke rentabiliteit van de geïnvesteerde bedragen. De bonus of de malus van de werkelijke opbrengst van de gestorte bedragen ten opzichte van die forfaitaire interest, zal geen invloed hebben op de aanslag op het ogenblik van de pensionering.

De forfaitaire aanslag van 6,25 pct. heeft dus een aanzienlijke invloed op het bedrag dat als grondslag voor de berekening van de belasting zal dienen.

De Koning mag niet de macht krijgen om die aanslagvoet te wijzigen, want dat zou Hem in staat stellen de grondslag van de belasting te wijzigen, hetgeen luidens artikel 110, § 1, van de Grondwet, alleen kan geschieden bij een wet.

De verwijzing naar de inzake levensverzekering toegepaste kapitalisatievoet zou dat bezwaar alleen wegnemen indien die kapitalisatievoet zelf vastgesteld werd hetzij door de wetgever, hetzij op grond van objectieve gegevens die buiten de beoordelingsbevoegdheid van de Koning vallen.

+

Aan het slot van het lid waarmee artikel 3, 3°, van het ontwerp artikel 32bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen aanvult, zou het nuttig zijn de volgende precisering toe te voegen : "... en waarvoor de in artikel 72, § 2, bedoelde vrijstelling van de stortingen niet werd verkregen".

Artikel 4.

De bepaling onder 1° :

Bij het overnemen van het begin van artikel 71, § 1, 8°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen preciseert het ontwerp niet dat het, behalve om aandelen, moet gaan om "bewijzen van deelgerechtigdheid".

Aangezien het ontwerp er in zijn uiteindelijke doelstelling toe strekt de investering in risicodragend kapitaal aan te moedigen, is het derhalve niet voldoende dat het gaat om bewijzen die bewijzen van deelgerechtigdheid zijn.

Waar het op aankomt is, dat de bedoelde bewijzen een fractie van het kapitaal vertegenwoordigen, in tegenstelling met bepaalde andere vormen van aandelen zoals bijvoorbeeld de oprichtersbewijzen of de winstbewijzen die wel recht geven op een deel van de winst, maar geen enkel recht op het kapitaal in geval van verdeling.

Derhalve wordt voorgesteld te schrijven : "... van aandelen of delen die een fractie van het kapitaal vertegenwoordigen, uitgegeven door een vennootschap ...".

De bepaling onder 2° :

De tekst bepaalt dat de aftrek beperkt wordt tot 20.000 frank per "echtgenoot". Naar de letter opgevat, laat die tekst de ongehuwden buiten beschouwing. Zulks is niet de bedoeling. Men dient evenwel te laten uitkomen dat elke echtgenoot recht heeft op de aftrek van 20.000 frank, ook al ligt het niet in de bedoeling van de fiscus om elke echtgenoot als een afzonderlijke belastingplichtige te erkennen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De in paragraaf 1, 8°, bedoelde aftrek is beperkt tot 20.000 frank per belastbaar tijdperk. Iedere echtgenoot die de in die paragraaf 1, 8°, gestelde voorwaarden persoonlijk vervult,

Artikel 5.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 72, § 1, 1° en 2°, kan het woord "tenues" zonder bezwaar worden weggelaten.

In de Franse tekst van hetzelfde artikel, paragraaf 1, 2°, geeft de term "disponibilités" de feitelijke toestand niet exact weer, aangezien de belastingplichtige eerst na de vervaldag van het contract over zijn spaargeld kan beschikken.

Voorgesteld wordt, de woorden "de in rekening aangehouden gelden", te vervangen door de woorden "de op rekening gehouden bedragen". Verderop in de tekst schrijve men "en die bedragen" in plaats van "en die aangehouden gelden".

In hetzelfde artikel, paragraaf 1, 3°, zou men in de tweede volzin, de herhaling van een omslachtige verwijzing kunnen vermijden, en schrijven : "Die onderneming mag voor ieder van die belastingplichtigen, slechts ... ".

In hetzelfde ontworpen artikel 72, § 1, derde lid, behoeft niet te worden verwezen naar "de in Boek I, titel V, hoofdstuk I, van het Wetboek van Koophandel, bedoelde wisselagenten". Men kan volstaan met de woorden : "de in België gevestigde wisselagenten".

In hetzelde artikel, paragraaf 1, vierde lid, zijn de woorden "in paragraaf 3, eerste lid, 1°, a, bedoelde" overtollig.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 72, § 2, tweede lid :

"Het bedrag van die stortingen is beperkt tot 20.000 frank per belastbaar tijdperk en per belastingplichtige, ongeacht zijn belastbaar inkomen. Iedere echtgenoot die de gestelde voorwaarden vervult, komt ervoor in aanmerking voor zover hij persoonlijk houder is van een spaarrekening of van een spaarverzekering".

In hetzelfde artikel 72, § 2, derde lid, wordt bepaald dat de Koning het bedrag van de vrijgestelde stortingen kan verhogen tot ten hoogste 40.000 frank. Er wordt Hem geen enkel richtsnoer voorgeschreven. De toekenning van een dergelijke bevoegdheid, op grond waarvan de Koning de belastingvrijstelling zelfs na het verstrijken van de door de wet van 4 augustus 1986 vastgestelde termijn zou kunnen verhogen, is strijdig met artikel 112, tweede lid, van de Grondwet. Bovendien zou een bij gewoon koninklijk besluit vastgestelde verhoging niet onderworpen zijn aan bekrachtiging door de wetgever.

In bijkomende orde valt op te merken dat volgens het ontwerp de verhoging van de vrijgestelde stortingen, die bij koninklijk besluit zou worden ingevoerd, niet van toepassing zou zijn voor personen die aanspraak kunnen maken op een pensioen ten laste van de Staat, de provincies, ... de gemeenten, ... enz.

Die ontzegging van een deel van de fiscale voordelen zou niet gelden voor de ambtenaren van de Gemeenschappen en Gewesten; deze zouden daardoor in een niet te verantwoorden bevoorrechte positie komen te staan.

.../...

Hetzelfde artikel 72, § 3, eerste lid, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bepaalt dat de aftrek van de stortingen slechts wordt toegestaan op voorwaarde dat de voordelen bedongen zijn :

a. in geval van leven, ten bate van de belastingplichtige zelf;

(en)

b. in geval van overlijden, ten bate van de echtgenoot of van de bloedverwanten tot de tweede graad van de belastingplichtige.

Hoewel dit niet duidelijk uit de tekst blijkt, zijn die beide voorwaarden volgens de gemachtigde ambtenaar cumulatief.

Men kan zich afvragen of iemand die enig kind is en wiens ouders overleden zijn, door middel van een spaarrekening een aanvullend pensioen zou kunnen vormen, ook al is hij niet gehuwd en heeft hij geen bloedverwant tot in de tweede graad. Een dergelijke uitsluiting zou volkomen vreemd zijn aan het door de wetgever beoogde doel. Hiervoor zou een oplossing moeten worden gevonden.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moeten de in hetzelfde artikel 72, § 3, eerste lid, 2°, gestelde twee voorwaarden worden bedongen op het ogenblik waarop het contract wordt gesloten. Die verduidelijking zou in de tekst zelf moeten staan.

Het ontworpen artikel 72, § 3, derde lid, zou leesbaarder zijn in de volgende redactie :

"De in paragraaf 1 bedoelde instellingen en ondernemingen zijn ertoe gehouden de Minister van Financiën in kennis te stellen :

a) van de opening van een spaarrekening of van het aangaan van een spaarrekening;

b) van het jaarbedrag van de stortingen die de houder ervan heeft gedaan".

In het ontworpen artikel 72, § 4, lijkt het niet aangewezen een omweg te maken via een verbintenis om de beheermaatschappijen van een gemeenschappelijk beleggingsfonds te verplichten de verdeling over de verschillende geoorloofde investeringen na te leven. Het is eenvoudiger hiervan een wettelijke verplichting te maken, te meer daar de gemeenschappelijke beleggingsfondsen voor hun activiteit op het gebied van het pensioensparen erkenning behoeven.

Derhalve wordt voorgesteld in de volzin die de paragraaf inleidt, de woorden "de verbintenis aangaan en naleven om", alsook het woordje "te", weg te laten.

Zoals hierboven is voorgesteld, zou in 1°, van dezelfde paragraaf 4 het begrip "aandelen of delen die een fractie van het kapitaal vertegenwoordigen" moeten worden vermeld indien men bepaalde soorten van aandelen, zoals bijvoorbeeld oprichtersbewijzen of winstbewijzen wil uitsluiten.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in 2° van dezelfde paragraaf 4 obligaties die eventueel door de Gemeenschappen of de Gewesten worden uitgegeven niet in aanmerking komen.

Het ontworpen artikel 72, § 4, eerste lid, 6°, bepaalt dat de activa tot het beloop van ten hoogste 10 pct. in tegoeden op een rekening in Belgische Frank gehouden zullen mogen worden.

Het tweede lid van dezelfde paragraaf 4 bepaalt dat dit percentage wordt berekend op de data waarop de bedoelde effecten worden aangeschaft.

Krachtens paragraaf 5 zal dat maximum van 10 pct. van de tegoeden op rekening eveneens gelden voor degene die verkiest zelf zijn individuele spaarrekening te beheren.

Een probleem zal kunnen rijzen als leningen worden terugbetaald, op de vervaldag, of vervroegd, wanneer de lener zich dat recht heeft voorbehouden of in geval van verkoop van effecten. Er zal zich onvermijdelijk een periode voordoen waarin de tegoeden op rekening meer zullen kunnen bedragen dan de opgelegde 10 pct. Onmiddellijke belegging is immers niet altijd mogelijk en in sommige gevallen niet wenselijk. Het probleem zou worden opgelost door de in paragraaf 5, zesde lid, genoemde termijn eveneens betrekking te laten hebben op de wederbelegging van de aldus opgebrachte bedragen.

Het ontworpen artikel 72, § 5, vijfde lid, hetwelk bepaalt dat de roerende waarden ter vertegenwoordiging van de individuele spaarrekening in open bewaring moeten worden gegeven, lijkt niet in overeenstemming te zijn met paragraaf 1, eerste lid, 2°, van hetzelfde artikel, waarin wordt bepaald dat de genoemde roerende waarden op naam worden ingeschreven.

Derhalve zou paragraaf 5, vijfde lid, moeten vervallen of moeten worden gewijzigd.

Het ontworpen artikel 72, § 5, zesde lid, bepaalt dat de belegging in de verhoudingen als bepaald in paragraaf 4, dient te geschieden binnen de dertig dagen die volgen op de storting of de terbeschikkingstelling van de sommen. Dit laatstgenoemde woord omvat normalerwijze de interesten, dividenden, terugbetalingen of opbrengsten van de verkoop.

De termijn van dertig dagen lijkt te kort, vooral wanneer de interesten, dividenden of terugbetalingen tijdens een vakantieperiode op de rekening van de belanghebbende worden geboekt.

Wat betreft de wederbelegging van de inkomsten uit de individuele spaarrekening worden de in paragraaf 4, eerste lid, 5°, vermelde roerende waarden uitgesloten. De redenen van die uitsluiting, die niet wordt opgelegd voor de collectieve spaarrekening en die moeilijkheden kan veroorzaken, zijn niet duidelijk. De bewuste uitsluiting zou in het verslag aan de Koning moeten worden verantwoord.

Het zesde en het zevende lid van het ontworpen artikel 72, § 5, zouden logischerwijze in omgekeerde volgorde moeten komen.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor die twee leden :

"De inkomsten uit de individuele spaarrekening, de terugbetalingen en de opbrengsten van de verkoop van roerende waarden moeten, na aftrek van de lasten, volledig herbelegd worden in de waarden en de rekening bedoeld in paragraaf 4, eerste lid, met uitsluiting ... .

.../...

De in het eerste lid bedoelde belegging moet geschieden binnen de dertig dagen die volgen op elke storting. Die welke in het zesde lid is bedoeld, moet geschieden binnen de ... maanden die volgen op de terbeschikkingstelling van de bedragen".

Het ontworpen artikel 72, § 7, eerste lid, zou als volgt geredigeerd kunnen worden :

"De in paragraaf 2 bedoelde aftrek van de gestorte bedragen wordt verricht op de inkomsten over het belastbaar tijdperk waarin de stortingen hebben plaatsgehad".

In het ontworpen artikel 72, § 8, kan de volgorde waarin de aftrek ten aanzien van de verschillende categorieën van inkomsten geschiedt, een invloed hebben op de belastingaanslag. Om te vermijden dat de uitvoerende macht op die manier het bedrag van de belasting zou kunnen beïnvloeden, zouden de nadere regels volgens welke de aftrek verricht wordt, in het ontworpen besluit moeten worden vastgesteld. Zo zou bijvoorbeeld bepaald kunnen worden dat de aftrek verricht wordt ofwel in de volgorde die het gunstigst is voor de gerechtigde, ofwel in verhouding tot de verschillende inkomsten.

Het slot van het ontworpen artikel 72, § 9, zou duidelijker zijn indien het als volgt werd gesteld :

"... alsook enigerlei gedeeltelijke overdracht, geven aanleiding tot het heffen van belasting, overeenkomstig artikel 32bis".

.../...

Artikel 6.

Er wordt voorgesteld in het ontworpen artikel 93, § 4, 3°, te schrijven :

"3° dat elke storting gedurende ten minste vijf jaar belegd blijft".

Artikel 7.

Aan het slot van het ontworpen artikel 164, tweede lid, e, wordt bepaald dat de Koning "jaarlijks de grondslagen waarop de roerende voorheffing wordt geheven, (vaststelt)". Sedert de roerende voorheffing bevrijdend is geworden, staat zij in de meeste gevallen gelijk met de verschuldigde belasting. De Koning mag derhalve niet bevoegd worden gemaakt om de grondslagen van de belasting te bepalen. Krachtens artikel 110 van de Grondwet is dit een prerogatief van de wetgever.

Artikel 8.

In artikel 3, § 2, van de wet van 27 maart 1957 zouden de woorden "van die beleggingsfondsen" moeten worden toegevoegd.

Het slot van paragraaf 2 zou voortaan als volgt luiden :

"... de oprichting en het beheer of de administratie van de Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen alsmede de inschrijving op en de terugbetaling van de delen van die beleggingsfondsen".

.../...

Artikel 9.

De bevoegdheid die bij artikel 52 van de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen aan de Koning is verleend, veroorlooft Hem niet te voorzien in een afwijking van de artikelen 1408 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, welke artikelen bepalen welke goederen niet in beslag kunnen worden genomen. Artikel 9 van het ontwerp moet dus vervallen.

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Voor zover dit artikel de wijziging van het begrip "in de personenbelasting belastbaar inkomen", tot doel zou hebben, zou het afbreuk doen aan de toepassing van de wetten die naar dat begrip verwijzen. Die wijziging van de strekking van een verwijzing strookt niet met de toekenning van bevoegdheid die vervat is in artikel 52 van de wet van 4 augustus 1986.

Niets verbiedt evenwel te bepalen dat de door de administratie uitgereikte getuigschriften een zekere uitsplitsing van het inkomen te zien geven, doordat gewag wordt gemaakt van een toegestane aftrek.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het artikel :

"Artikel 9.-

In de gevallen waarin de administratie der directe belastingen een stuk moet uitreiken dat het belastbaar inkomen bevestigt, met het oog op het verkrijgen van een toelage, een vergoeding, een beurs, een premie of enig ander voordeel om economische of sociale redenen, vermeldt dat stuk afzonderlijk het bedrag van het belastbaar inkomen en dat van de aftrek, verricht krachtens artikel 72, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen".

.../...

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

Paragraaf 1, 2° en 4°, verleent aan de artikelen 2 en 6 van het ontwerp een terugwerkende kracht die onnodig blijkt.

Voorgesteld wordt te schrijven :

"... met ingang van de dag waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

NOTA MET OPMERKINGEN OVER DE VORM.

Aanhef.

Tweede lid :

Het is gebruikelijk voor elk artikel dat het ontwerp beoogt te wijzigen, de uitdrukkelijke wijzigingen te vermelden die al eerder in de tekst aangebracht zijn.

Het tweede lid zou, in beginsel, als volgt moeten worden gesteld :

"Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 27 december 1984, op artikel 19, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1983, 27 december 1984 en 4 augustus 1986, en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, op artikel 32bis, ingevoegd door de wet van 5 januari 1976 en gewijzigd bij de wetten van 5 januari 1976 en 27 december 1984, op artikel 71, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1966, 18 mei 1972, 12 juli 1976, 3 november 1976, 19 juli 1979, 8 augustus 1980, 2 juli 1981, 28 december 1983, 27 december 1984, 1 augustus 1985, 4 augustus 1986, bij het koninklijk besluit nr. 9 van 18 april 1967 en bij het koninklijk besluit van 27 december 1976 (X), op artikel 93, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1966, 25 juni 1973, 5 januari 1976, 3 november 1976, 22 december 1977, 4 augustus 1978, 28 december 1983, 27 december 1984 en bij de koninklijke besluiten

.../...

(X) Men zou ook korter kunnen schrijven : "... op artikel 71, § 1, 8°, en § 2, vierde lid, ingevoegd door de wet van 28 december 1983".

nr. 2 van 15 februari 1982 en nr. 29 van 30 maart 1982, en op artikel 164, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1966, 25 juni 1973, 3 november 1976 en 19 juli 1979;".

Bepalend gedeelte.

Het gebruik wil dat in de inleidende volzin melding wordt gemaakt van de uitdrukkelijke wijzigingen die in het artikel reeds aangebracht zijn en die nog van kracht zijn.

Artikel 2.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 19 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 28 december 1983, bij artikel 2 van de wet van 27 december 1984, bij artikel 3 van de wet van 4 augustus 1986 en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, wordt aangevuld als volgt : ".

Artikel 3.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden gesteld :

"In artikel 32bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 19 van de wet van 5 januari 1976 en gewijzigd bij artikel 37 van dezelfde wet en bij artikel 3 van de wet van 27 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

In het eerste lid van het ontworpen artikel 32bis belet niets dat in de plaats van de nummering met 1°, 2°, a), 2°, b) de gebruikelijke nummering 1°, 2°, 3°, wordt gevolgd, welke duidelijker zou zijn wanneer naar de aldaar opgenomen bepalingen dient te worden verwezen.

Anderzijds bevat het ontworpen eerste lid, 2°, een volzin die de opsomming komt onderbreken. Die volzin zou een afzonderlijk lid moeten vormen dat volgt op het derde lid van de huidige tekst.

Het ontwerp vervangt in artikel 32bis, tweede lid, de woorden "Deze inkomsten" door "De in het eerste lid, 1°, bedoelde inkomsten".

Artikel 3 zou aangevuld moeten worden met een 3° luidend als volgt :

"3° in het derde lid, zijn de woorden "in het vorig lid genoemde" vervangen door de woorden "in het tweede lid genoemde". Het 3° van de ontworpen tekst wordt dan ook 4°.

Artikel 5.

Voor het ontworpen artikel 72, § 1, tweede lid, kan beter worden gewerkt met de nummering 1°, 2°, 3°, 4°, 5°.

In de bepaling onder a), die 1° wordt, dient het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 met zijn volledig opschrift te worden aangehaald : "... op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten". Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder d), die 4° wordt, wat betreft de wet van 29 maart 1929 "op de waarborg van goed verloop van het krediet aan de ambachtsbewerktuiging".

.../...

Dit geldt eveneens voor de bepaling onder e), die 5° wordt, wat betreft het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 : "... betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen".

In de ontworpen paragraaf 4, tweede lid, schrijve men "eerste lid" in plaats van "vorig lid".

Artikel 6.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

In artikel 93 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1, 2°, gewijzigd bij artikel 14 van de wet van 3 november 1976, bij artikel 8 van de wet van 22 december 1977, bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 2 van 15 februari 1982, bij artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 29 van 30 maart 1982, bij artikel 16 van de wet van 28 december 1983 en bij artikel 17 van de wet van 27 december 1984, wordt aangevuld als volgt :

"i) ... (voorts zoals in het ontwerp).

2° In paragraaf 2, eerste lid, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 27 december 1984, worden de woorden ... (voorts zoals in het ontwerp).

3° ... (zoals in het ontwerp, rekening houdend met de wijziging die in het advies voorgesteld is voor 3° van paragraaf 4).

.../...

Artikel 7.

De inleidende volzin moet worden aangevuld als volgt : "..., gewijzigd bij artikel 60 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 26 van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 24 van de wet van 19 juli 1979, ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. MARTENS, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.